



Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice, « RRSJ »

COORDINATION PROVINCIALE DU NORD-KIVU

Tél. : 0997720450-0820018584 Emails : nordkivu@rrsj-rdc.org/
goyonmilemba@gmail.com

ASBL de droit congolais, doté de la Personnalité Juridique aux termes de l'Arrêté Ministériel
n°767/CAB/MIN/J&DH/2012 du 18 avril 2012

Projet d' :

« Appui de la Société Civile à la vulgarisation, au suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 et au plaidoyer pour la réforme de l'Armée en République démocratique du Congo »

RAPPORT MENSUEL PROVINCIAL DU NORD-KIVU FEVRIER 2014

I. CONTEXTE ET SITUATION SECURITAIRE DU MOIS

La situation sécuritaire en province du Nord Kivu reste caractérisée par la poursuite des opérations armées contre les rebelles ougandais de ADF-NALU dans le territoire de Beni, qui du reste confirme la victoire des Forces Armées de la République Démocratique du Congo sur ces rebelles dont la déroute inquiète plus d'un observateur.

Il est aussi à signaler des affrontements opposant d'une part les éléments mai-mai des APCLS (Alliance pour un Congo Libre et Souverain) de Janvier KARAIRI et d'autre part les FARDC a NGINGWE, MUHANGA et KIBARIZO, en collectivité de BASHALI MOKOTO dans le groupement de BAPFUNA en date du 9 février 2014 ;et en date du 15 Février 2014, et dans les localités de NYABIONDO, BUKOMBO, BONDE, et LOASHI en secteur OSSO BANYUNGU.

Ces affrontements ont occasionné plusieurs mouvements de déplacement de la population civile et plusieurs dégâts matériels avaient été enregistrés, notamment l'incendie des maisons, les pillages, les exécutions sommaires et extrajudiciaires, les arrestations arbitraires et diverses violations des droits de l'homme.

Au cours du mois de février, en Territoire de Masisi, en plus des affrontements entre les APCLS et les FARDC, il a été enregistré des attaques entre les groupes armés eux-mêmes. C'est le cas des éléments de FDC et GUIDE dans le Secteur de Katoyi

[Groupement de Nyamaboko]. Le bilan de ces affrontements faisait état d'une cinquantaine de mort parmi la population civile et plusieurs maisons incendiées¹.

Dans d'autres Territoires, particulièrement à Walikale, Nyiragongo, Rutshuru, Lubero...l'on a enregistré plusieurs cas d'insécurité : tracasseries perpétrées, non seulement par les groupes armés encore actifs dans ces Territoires mais aussi par certains policiers et militaires ; De ce fait, il faut également ajouter les cas de bandits à mains armées parfois non autrement identifiés ou identifiés sur base de leurs uniformes. Les faits saillants sont les extorsions, les vols, assassinats ciblés, les meurtres, les enlèvements ainsi que d'autres pratiques inhumaines et dégradantes.

En ce qui concerne la ville de Goma, siège des institutions provinciales la situation sécuritaire reste marquée par la montée de l'insécurité dans les quartiers Kyeshero et Himbi ou se multiplient des cas des visites armées pendant la nuit ; cela avait poussé le Maire de la ville d'organiser la réunion du comité urbain de sécurité dans le quartier Kyeshero élargie aux représentants de la population d'où la nécessité de la Police de Proximité à Goma.

Dans un autre volet, la Coordination du RRSSJ/Nord-Kivu a reçu une délégation de l'Union Européenne, conduite par Madame Sylvie MORE, Chargée d'évaluation du programme de développement au sein de l'Union Européenne.

Les échanges ont tourné autour de l'actualité en province du Nord-Kivu en rapport avec la réforme du secteur de sécurité et bien la sur la protection de civiles. Le Coordonnateur provincial a eu fournir quelques détails en rapport avec la situation sécuritaire et humanitaire à la délégation qui a appréciée le travail fait sur terrain par le RRSSJ au Nord-Kivu.

II. ETAT D'AVANCEMENT DE LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE EN PROVINCE

Partant de l'état d'avancement du processus de la réforme du secteur de sécurité en province du Nord-Kivu, il y a lieu de reconnaître un petit progrès dans ce sens et ce, à travers la volonté manifeste des acteurs diversifiés impliqués dans cette dynamique bien entendu la réforme du secteur de sécurité. C'est notamment le rôle des acteurs étatiques et non étatiques en province du Nord-Kivu.

Il y'a lieu de noter quelques progrès notables dans la réforme de la police au Nord Kivu bien que beaucoup reste à faire ; par contre aucun signe considérable n'est visible en ce qui concerne la réforme de l'armée en terme de processus autonome.

a. De la réforme de la Police Nationale Congolaise en province

Le processus de la réforme de la PNC requiert un certain nombre de paramètres qui entrent en jeu pour sa mise en œuvre effective. Cependant, au Nord-Kivu après que le recensement des éléments de la PNC ait été organisé comme faisant des étapes

¹ Source : bureau du Point Focal du RRSSJ/Nord-Kivu en Territoire de Masisi, basé à Bweremana.

importantes de cette réforme, une deuxième étape au Nord-Kivu a été celle de l'opération de remise des cartes de services biométriques aux policiers de la province.

Pour rappel, cette opération a été lancée en date du 15 février 2014 à Goma, par l'autorité provinciale, en l'occurrence le vice-Gouverneur de province. Cet événement s'est déroulé en présence de plusieurs autorités civiles et locales ainsi bien en présence des acteurs non étatiques et partenaires du gouvernement Congolais en cette matière d'où il faut souligner que le RRSSJ/Nord-Kivu y été invité en qualité d'observateur au compte du groupe thématique Police et Armée au sein de la Société Civile du Nord-Kivu.



Des policiers en attente de la remise de leur carte biométrique

Ce faisant, la Coordination provinciale du Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et la Justice , après le lancement officiel de cette opération à Goma, l'équipe de cette Coordination a vite organisée et déployée les observateurs dans tous les territoires du Nord-Kivu où devait se poursuivre cette même opération en raison des effectifs et des affectations de policiers en province.

Soulignons que les équipes d'observateurs déployées sur terrain avaient pour mission principale d'observer cette opération du début à la fin aux fins de relever toutes les anomalies et difficultés de cette opération dont certes, elle a connu de sérieuses anomalies entre le monnayage, le trafic d'influence et d'autres formes de tracasseries ;mais il faut aussi reconnaître les conditions difficiles du déroulement de ces opérations dans le chef de l'équipe de la PNC.

En effet, nonobstant les anomalies qu'avaient connues cette opération, un grand nombre de policiers a obtenu la carte de service biométrique et d'autres se sont retrouvés omis sur les listes.



Le Coordonnateur et les observateurs du RRSSJ/Nord-Kivu ont accompagné l'opération de remise de cartes biométriques sur terrain [Photos RRSSJ]

b. De la réforme de l'Armée en province

Au Nord-Kivu en ce qui concerne le processus relatif à la réforme de l'armée en province, celle-ci connaît des sérieux problèmes, chose qui laisse à ce que les tracasseries militaires et policières prennent toujours un élan par ici par là en province du Nord-Kivu.

En effet, en dehors de la victoire des FARDC sur le M23 et le combat contre les ADF NALU ; aucun signe ne montre que les FARDC connaissent un processus de réforme, le RRSSJ pendant le mois de février s'est intéressé aux conditions de vies des ex combattants des groupes armés ayant décidé de rejoindre le chemin du salut c'est-à-dire intégrer les forces régulières.



Centre de regroupement de Bweremana : l'équipe du RRSSJ/Nord-Kivu s'entretenant avec des ex-combattants en attente d'intégration dans l'Armée

Dans cette même perspective, en vue de s'imprégner de la réalité de cette réforme au Nord-Kivu, la Coordination Provinciale du RRSSJ a planifié et réalisé, en date du 19 février 2014, une activité de monitoring sur l'état des lieux de conditions de cantonnement des ex-combattants basés à Bweremana en chefferie de BAHUNDE (Territoire de Masisi), située à 50 kilomètres de la ville de Goma. Autre objectif poursuivi lors de cette descente était de s'imprégner de l'état d'avancement ou de l'évolution de l'intégration de ces ex-combattants au sein des FARDC.

Notons cependant qu'il y a plus de six mois que ces ex-combattants viennent de passer dans le centre de regroupement de Bweremana en attendant leur transfert vers les centres de formations. Après leur sensibilisation, ces derniers ont répondu aux appels multiples du gouvernement Congolais à déposer les armes et de se regrouper dans un centre de transit.

De ce qui précède, en arrivant sur terrain l'équipe de la Coordination du RRSSJ Nord-Kivu a rencontré tous les ex-combattants regroupés au stade de Bweremana où ils étaient en train d'attendre l'Ambassadeur Chef de la Délégation de l'Union européenne.



Centre de regroupement de Bweremana : l'équipe du RRSSJ/Nord-Kivu a palpé du doigt la réalité sur les conditions de cantonnement des ex-combattants [Photos RRSSJ]

En visitant leurs différents camps, il a été observé que les conditions de leur cantonnement et leur mode de vie étaient très alarmantes et dramatiques. Bref, ils n'ont que droit de manger qu'une seule fois par jour soit chaque fois à 16 heures passé, pas de toilettes à leur disposition, pas de soins de qualité, c'est pour simplement dire que la situation de ces Ex-combattants demeure très préoccupante sur terrain comme résultat la moitié de ces ex combattants est retourné dans la forêt.

Le Coordonnateur Provincial du RRSSJ/Nord-Kivu a eu à faire ce constat lors de son passage à Bweremana, le 28 février 2014, en provenance de Minova et en partance pour Goma. La population locale, interrogée sur la question, a fait la même observation ; en s'appuyant surtout sur le fait que les camions des FARDC, destinés à assurer le transport des ex-combattants pour le centre de formation, sont restés toute la journée, sans occupants.

2.2. Actions menées par les acteurs non étatiques en province

Le processus de réforme du secteur de sécurité requiert l'implication de plusieurs acteurs d'où il faut une étroite collaboration entre ces derniers. Partant de l'interaction du RRSSJ provincial au cours du mois de Février, la Coordination a partagée plusieurs informations de monitoring sécuritaire et de violations des droits de l'homme avec autres acteurs tant nationaux qu'internationaux impliqués dans la RSS basés dans la province et ailleurs.

Outre cela certaines actions de plaidoyer et lobbying ont été coordonnées conjointement avec d'autres acteurs. C'est notamment à travers les réunions, les descentes de terrain et bien d'autres actions de grandes envergures ont été planifiées

et réalisées dans la synergie, dans le cadre du groupe thématique sécurité de la Société Civile, du reste présidé par le RRSSJ/Nord-Kivu.

En rapport avec le travail avec les communautés de base ou locales, au cours du mois de Février, le RRSSJ/Nord-Kivu a été présent sur terrain et ce, en collaboration avec les communautés locales à documentant tous les cas de violations des droits de l'homme dûment dénoncés par la population locale (activités de monitoring). Cela étant, plusieurs de ces cas ont été étalé et mis en la disposition des médias à travers les communiqués de presse, rapports narratifs de monitoring. C'est dans cette optique que nous pouvons reconnaître ici le grand rôle que continu à jouer les médias en faisant large diffusion des actions menées par les acteurs non étatiques impliqués activement dans le processus de réforme du secteur de sécurité.



Le Chargé de Communication et Information du RRSSJ/Nord-Kivu pose avec des enfants et autres ex-combattants du Centre de regroupement de Bweremana [Photos RRSSJ]

III. PREOCCUPATIONS MAJEURES DE LA BASE ET RESULTATS OBTENUS AU COURS DU MOIS

3.1. Préoccupations majeures recueillies auprès de communautés de base

Considérant la situation sur terrain qui demeure très préoccupante, les communautés de base ne cessent de décrier l'insécurité qui s'intensifie par ici par là en province du Nord-Kivu où des cas de tracasseries policières, militaires et civiles (cas de bandits à mains armées), meurtres, enlèvements et bien d'autres formes de barbarie humaine de tout genre.

Face à cet état de choses, la préoccupation majeure recueillie auprès de communautés locales dans l'ensemble n'est autre chose que la restauration de la paix voire la sécurité être rétablie sur toute l'étendue de la province du Nord-Kivu où la population doit vaquer librement à leurs activités en toute quiétude.

Il ressort des descentes de terrain et autres conférences-débat organisées que les communautés réclament également la mise en œuvre des mécanismes de la Police de Proximité dans la province du Nord-Kivu ; conformément aux engagements pris par la RDC dans l'Accord-cadre d'Addis Abeba [réforme de la Police] et à la Loi de programmation de la mise en œuvre de la réforme de la Police Nationale Congolaise qui préconise l'implémentation de la doctrine de Police de Proximité sur l'ensemble du territoire national.

3.2. Résultats obtenus au cours du mois

Au sujet de résultats obtenus au cours du mois de février, les résultats suivants méritent d'être épinglés :

- Près de 80% des activités planifiées par la Coordination Provinciale du RRSSJ/Nord-Kivu ont été réalisées sur terrain. C'est notamment le cas des réunions élargies entre staff et membres effectifs, l'observation de l'opération de remise des cartes services biométriques aux policiers dans tous les Territoires de la province, la descente sur terrain au centre de regroupement des ex-combattants de Bweremana...
- L'expertise du RRSSJ/Nord-Kivu sollicitée et appréciée par d'autres acteurs à travers les ateliers, les réunions, les conférences et débats ainsi que dans d'autres actions de grandes envergures.
- Plusieurs rapports sur le monitoring sécuritaire et de violations des droits de l'homme ont été élaboré et partagés avec d'autres partenaires impliqués dans la réforme du secteur de sécurité

IV. DES ENJEUX, DEFIS ET RECOMMANDATIONS

4.1. Les enjeux

Compte tenu de la gravité de la situation sécuritaire et humanitaire sur terrain au Nord-Kivu, les enjeux sociopolitiques, économiques et culturels sont à la une et laissent toujours de questions pendantes dans l'ensemble de la province. La population ne cesse de se poser des questions, allant du processus électoral [la faisabilité des élections en 2016] à la sécurisation de la frontière.

4.2. Les défis

- ❖ La problématique des groupes armés encore actifs dans la province ;
- ❖ L'intégration effective - dans les FARDC - des ex-combattants ayant déposé les armes [Exemple des ex-combattants cantonnés à Bweremana] et leur formation de base;
- ❖ La gouvernance et la justice sociale...

4.3. De recommandations majeures

Les recommandations-clés formulées au mois de février 2014 sont exclusivement destinées au Gouvernement de la République, appelé à :

1. *Faire montre d'une volonté politique manifeste en faveur du processus de la réforme du secteur de sécurité ;*
2. *Améliorer sensiblement les conditions sociales et professionnelles au sein des FARDC et de la Police Nationale ;*
3. *Etendre l'implémentation de la doctrine de Police de Proximité à l'ensemble de la province du Nord-Kivu.*

Pour le RRSSJ/Nord-Kivu,

Me Goyon MILEMBA
Coordonnateur Provincial